

C'EST QUOI
CE TRUC
RIGOLO ?

NOTRE
PROGRAMME
POUR LA
RÉGION !



Biggle



RÉGION NORD- PAS-DE-CALAIS

UNE ABSENCE DE COHÉRENCE GLOBALE

Le Nord-Pas-de-Calais est historiquement une région ancrée à gauche. Mais cette région évolue et il ne faut pas oublier qu'entre 1992 et 1998, la région fut dirigée par une présidente Verte. En 2004, Daniel Percheron, le président sortant a été réélu, mais cette fois-ci les communistes ne font plus partie de la majorité. Comme les autres régions socialistes, le Nord-Pas-de-Calais a mis en œuvre le programme commun dicté par le PS : matraquage fiscal, explosion des dépenses de fonctionnement, saupoudrage des subventions aux associations, avec un particularisme local, Acharnement contre les entreprises. Bienvenue chez les Socialistes !

Contrairement aux autres régions françaises, la région Nord-Pas-de-Calais avait pris de l'avance en matière de matraquage fiscal. Dès 2000, la région augmentait les impôts de 10 %. Ce n'était pas une raison pour se priver de nouvelles augmentations de la fiscalité à partir de 2004.

Autant de décisions aux conséquences désastreuses sur l'attractivité du territoire régional en direction des entreprises, qui encouragent davantage les fuites de celles-ci. A la fiscalité accablante s'ajoute la mise en place de dispositifs peu adaptés aux entreprises.

Entreprises, vous n'êtes pas les bienvenues !

Les dispositifs d'aide à la création d'entreprises, ou au développement de celles-ci, sont caractérisés par la lourdeur de leur procédure et la multiplicité des critères à respecter.

Même si l'exécutif régional se défend de toute ingérence dans la gestion interne des entreprises, et de toute velléité d'économie administrée, force est de constater que pour bénéficier d'une aide régionale (au titre du contrat de développement ou de l'aide régionale à la création d'entreprise par exemple (ARCE)) l'entrepreneur doit s'armer de patience et entrer dans une longue phase de négociation avec les services de l'action économique pour convaincre ceux-ci de la pertinence de l'aide

régionale, celle-ci n'étant accordée que si l'entrepreneur s'engage à intégrer les priorités politiques de la Région.

Cette lourdeur des procédures a été maintenue et réaffirmée par le Schéma Régional de Développement Economique (« le Conseil régional débatta avec l'entreprise qui sollicite l'aide de la qualité du projet industriel, de la qualité des investissements, de la qualité des contrats de travail et du dialogue social, du respect de l'environnement »).

“CHÈRE” TAXE PROFESSIONNELLE

A noter enfin, l'augmentation de 24 % de la taxe professionnelle vient aggraver la situation particulièrement accablante qui est réservée aux entreprises de la région. En effet, Avec un taux de taxe professionnelle de 3,81 % la région Nord Pas de Calais figure parmi les régions qui imposent le plus les entreprises sachant que le taux moyen de la taxe professionnelle est de 2,68 %.

La fuite en avant... et des interventions tous azimuts

Le Président socialiste du Conseil régional, Daniel Percheron, veut faire du Nord-Pas-de-Calais la « Région volonté ». Concrètement, cela se traduit par des

interventions tous azimuts, une multiplication des programmes d'investissement, bref, plus de dépenses, et donc plus de fiscalité et toujours plus d'emprunt.

On assiste donc à une multiplication des interventions de la Région dans tous les domaines, sans hiérarchie ni priorité.

La Région intervient ainsi non seulement sur ses compétences légales, formation permanente, lycées, apprentissage, TER, et, désormais, ports maritimes et développement économique.

Mais comme si cela ne suffisait pas, elle y ajoute chaque année de nouveaux chantiers, de nouvelles politiques volontaristes, de nouveaux programmes d'investissement (rénovation urbaine, santé, culture, sport...) avec des crédits supplémentaires chaque année plus importants.

C'est ainsi que chaque année voit arriver son nouveau programme, qui

appelle de nouvelles dépenses.

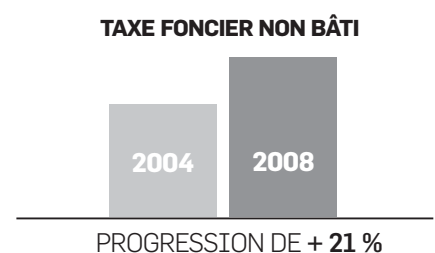
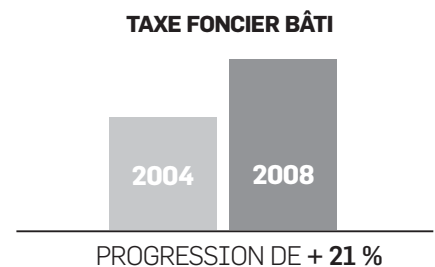
Alors que le contexte budgétaire et financier est contraint, l'Exécutif PS-Verts se refuse à faire des choix, à établir des priorités, préférant la solution facile et commode de la fiscalité et de l'emprunt, tout en dénonçant bien sur, comme une rengaine, le « désengagement de l'Etat »

Avoir de la volonté et de l'ambition c'est bien. Mais il faut aussi savoir faire des choix. Sinon c'est la fuite en avant avec le risque de chuter douloureusement ! Vouloir cumuler, accumuler, faire ensemble et en même temps tous les programmes est en effet très risqué.

Le CESR du Nord-Pas-de-Calais lui-même à de multiples reprises a exprimé le souhait que les priorités dans les politiques régionales soient davantage affirmées.

Or loin de suivre cette sage recommandation,

“ Matraquage fiscal, explosion des dépenses de fonctionnement, acharnement contre les entreprises. Bienvenue chez les Socialistes ! ”



L'Exécutif PS-Verts vient chaque année charger une barque déjà bien remplie.

2008 n'a pas échappé à cet emballement, à cette frénésie de projets nouveaux, urgents et tous prioritaires. Mais pire encore, les moyens prévus il y a 3 ans ne suffisent déjà plus.

En 2005 les priorités du jour étaient :

- la rénovation urbaine
 - le plan santé "cancer"
 - les pôles de compétitivité
- et ces politiques avaient valu un besoin de hausse fiscale de 15 %.

Aujourd'hui qu'en est-il ? Quel bilan financier fait-on de ces 3 actions ? Les 45 M € d'hier suffisent-ils aujourd'hui à couvrir les besoins de ces politiques ? Parallèlement à cela, il y a eu la construction du nouveau siège de Région qui a représenté depuis 2003, 180 M€ soit 36 M€ par an (soit 10 points de fiscalité). Là encore il n'est pas aberrant de se construire un jour son patrimoine surtout si l'emprunt est remboursé

CONTAGION DE LA DÉNOMINATION « DURABLE »,

Parfaitement respectable en soi, le qualificatif de « durable » peut lorsqu'il est utilisé de façon systématique devenir risible. En Nord-Pas-de-Calais, la contagion touche de plein fouet toutes les politiques de la région : ainsi parle-t-on de « soutien à l'agriculture durable et à la pêche durable », sans oublier bien entendu le « développement durable ».

par le montant des anciens loyers, il n'empêche que pendant toutes ces années il y a eu double peine économique à supporter.

Pour 2008, nouvelle année, nouvelles volontés, nouvelle fiscalité !

Outre le Louvre Lens qui va commencer à peser en terme d'investissement ou plutôt qui va se substituer subtilement aux dépenses du nouveau siège de Région, nous voyons apparaître les premiers engagements liés aux transports.. Et l'Exécutif PS-Verts a beau essayer de nous rassurer en disant que tous les emprunts sont couverts par des ressources pérennes, il n'empêche que la seule courbe régionale qui

grimpe en flèche soit celle de la dette par habitant qui s'est accrue en 5 ans de 36 % alors que cette dette était restée stable de 1998 à 2003 (1998 : 252 € - 2003 : 257 € - 2007 : 350 €).

Extravagance supplémentaire : la politique en matière sportive !

On double la mise ! On passe de 7 à 14,5 M€, soit 3 points de fiscalité rien que pour cette politique. Nous pouvons aimer passionnément le sport et reconnaître ses vertus pour le corps et l'esprit, mais nous trouvons déplacé, dans le contexte économique que nous connaissons, de consacrer 7 M€ à des enjeux aussi peu prioritaires que les stades de football ou

encore les terrains synthétiques.

Nous ne sommes plus dans l'effet levier mais dans l'effet "lévrier". Nous courons tellement vite qu'une fois notre objectif atteint on le dépasse sans même s'y attarder pour courir après un second puis un troisième pour finalement se perdre.

Par ailleurs pour en revenir aux terrains synthétiques par exemple, le département du Nord accompagne déjà cette politique et à un taux plus significatif que ne le prévoit la Région.

Alors il serait préférable que la Région apprenne à faire le bilan qualitatif des politiques menées, pour mieux en apprécier la mesure et l'efficacité. Il ne faut pas hésiter à diminuer certains engagements antérieurs devenus moins nécessaires ou moins conséquents, et surtout et enfin ne pas avoir plus de volontés que de moyens disponibles. Car ces nouveaux moyens se traduisent à chaque fois par une diminution des

ressources des habitants et des entreprises.

La "Région volonté" c'est bien. Mais il faut avoir les moyens de ses ambitions. Or ceux-ci sont limités. Aussi nous en appelons à la "Région capacité".

A la multiplication, la démultiplication des programmes et autres initiatives, à la volonté de vouloir tout faire, tout de suite, à la place des autres, de l'État, mais aussi des Conseils généraux qui eux se recentrent sur leurs compétences, à cette dispersion donc, nous appelons encore une fois à faire des choix, à établir des priorités.

Or ces choix l'Exécutif ne les fait pas. L'Exécutif se refuse même à faire le choix entre emprunt et fiscalité puisque nous avons les deux, et même les trois : l'emprunt, le grand emprunt (1 milliard d'euros sur 50 ans) et la fiscalité.

Bref l'impôt d'aujourd'hui, de demain et d'après demain.

“ Le CESR du Nord-Pas-de-Calais souhaite que les priorités régionales soient davantage affirmées.”